

Collectif ivryen contre l'état d'urgence et la déchéance de nationalité

Malgré l'opposition de plusieurs parlementaires, le risque est grand pour notre démocratie de voir le projet de constitutionnalisation de l'état d'urgence et de la déchéance de nationalité aboutir.

Nous pensons que l'état peut protéger les habitant-e-s face au terrorisme sans remettre en cause les libertés et l'égalité des droits.

L'état d'urgence qui a été décrété pour 12 jours par le gouvernement en réaction à l'horreur des attentats de novembre est prolongé de 3 mois en 3 mois et sera sans doute encore prolongé « jusqu'à la défaite de DAESH » d'après M. VALLS.

Aujourd'hui, il faut sortir de l'état d'urgence !

Car l'état d'urgence conduit à des décisions arbitraires et représente une menace pour les libertés publiques et l'État de droit. Il permet aux préfets de prendre des mesures de restriction de liberté sans aucun contrôle de la justice. Depuis novembre, plus de 3000 perquisitions administratives ont été effectuées qui n'ont débouché que sur une enquête pour des faits relevant du terrorisme. Plus de 450 personnes ont été assignées à résidence pour de vagues motifs comme cet habitant de Vitry qui est resté 65 jours sans pouvoir sortir avant que le Conseil d'État annule cette décision. Toutes ces mesures dont l'efficacité dans la lutte contre le terrorisme n'est pas démontrée, contribuent au renforcement des préjugés racistes, aux amalgames et aux pratiques discriminatoires vis à vis des populations les plus fragilisées.

De plus l'interdiction des rassemblements et de certaines manifestations entraîne la multiplication des arrestations, un fichage policier des militant-e-s et parfois des condamnations.

L'état d'urgence se révèle alors être une arme aux mains du gouvernement pour étouffer toute contestation sociale. A la veille de la Cop 21, les manifestations pour la défense du climat ont été interdites. Des perquisitions ont été effectuées chez des militant-e-s écologistes ou des agriculteurs bio. Parmi celles et ceux qui ont osé braver l'interdiction, plus de 300 personnes ont été mises en garde à vue jusqu'au lendemain.

L'état d'urgence permet aujourd'hui à la police d'empêcher des militant-e-s de diffuser des tracts pour alerter la population contre ces restrictions de nos libertés (tout rassemblement de plus de trois personnes est interdit). Les syndicats dénoncent une véritable chape de plomb sécuritaire qui entrave leur action à un moment où l'offensive patronale et gouvernementale contre le code du travail, l'emploi et les salaires est féroce.

Quant à la déchéance de la nationalité française pour les binationaux/ales, elle vise les français selon leur origine et ne peut que renforcer le racisme et les discriminations qui ne cessent déjà d'augmenter. Ce climat de repli sur soi identitaire cherche aussi à monter les travailleurs/euses français-es contre les travailleurs/euses étranger-e-s avec ou sans papiers alors que leurs intérêts sont communs !

Signez la pétition sur : nousnecederonspas.org

Signataires : ACDR, APEIS Ivry, CCI, UL CGT Ivry, CIVCR, journal Charivary , Ensemble Ivry, FSU, Fédération des tunisien(e)s citoyen(ne)s des deux rives, JC 94, LDH section Ivry-Vitry-Charenton, le Massicot, NPA Ivry, PCF Ivry, PG Ivry, RESF Ivry, UL Solidaires 5è-13è-Ivry, et des citoyen-ne-s et habitant-e-s d'Ivry.

Manifestation

samedi 12 mars 2016

Départ 13h, métro Mairie d'Ivry

**Initiatives, puis manifestation,
14h, métro St-Michel**

**Rassemblement,
15h, place Edmond Rostand (RER
Luxembourg)**

Réunion publique

avec :

**le Collectif citoyen du VdM, le CUC, Ensemble !, la FCPE 94,
la FSU 94, la LDH 94, le MJCF 94, le MRAP 94, le NPA 94, le
PCF 94, le PG 94, Solidaires 94, l'UD-CGT94.**

**vendredi 18 mars 2016
de 19h à 22h**

**Maison des syndicats de Créteil
11, rue des Archives**

Départ collectif depuis la Mairie d'Ivry - 18h